



Il est urgent d'agir ! Augmentations des salaires, minima sociaux et des pensions !

Alors que Macron nous parle de fin de l'abondance...Les salarié.es du privé et du public, retraité-es, étudiant-es n'ont pas encore vu le début de celle-ci ! La question salariale, les minima sociaux, les pensions et les retraites insuffisants touchent tout le monde en Île-de-France et force est, de constater que le compte n'y est pas : les salaires sont toujours trop bas. Les unions régionales CGT, FSU, Solidaires et UNEF appellent à une forte journée de grève et de mobilisation afin de faire entendre la voix des salarié-es, des fonctionnaires, des retraité-es et des étudiant-es.

En Île-de-France, selon l'INSEE, 15,6% de la population vit sous le seuil de pauvreté (9% dans l'ensemble du territoire) avec des disparités très fortes selon les départements. La pauvreté a bondi ces dernières années : dans certains quartiers le taux de pauvreté atteint les 60% ! Et le phénomène des travailleur-ses pauvres explose. À cela s'ajoutent les difficultés liées à un coût de la vie bien plus important en Région parisienne qu'ailleurs notamment pour les transports et le logement. La crise énergétique pèse fortement sur la population en Île-de-France, particulièrement les plus précaires, tandis qu'aucune mesure réelle n'est prise pour une transition écologique juste. Beaucoup de travailleur-ses ont du mal à boucler leurs fins de mois qui arrivent de plus en plus tôt. En cette rentrée, l'inflation record accroît une précarité déjà dramatique chez les jeunes, qui touche les étudiant.e.s, les jeunes travailleurs, les jeunes sans formation ni emploi comme les lycéen.ne.s. Trop d'entre eux ont du mal à se loger et se nourrir tandis que les inégalités sociales s'aggravent. Alors qu'une réforme des bourses a été annoncée par le gouvernement, celle-ci ne doit en aucun précariser davantage les étudiant.e.s, mais permettre leur véritable mise en protection sociale et leur autonomie financière.

Nombre d'étudiant-es, obligé-es de cumuler jobs et études, survivent dans une extrême précarité, et sont parfois obligé-es d'abandonner les études, de sacrifier leurs rêves, leurs carrières... Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat ne répondent pas à la paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines. Les exonérations de cotisations patronales amputent le salaire socialisé en fragilisant la protection sociale. Ce mécanisme est une trappe à bas salaire amplifié par un Smic qui stagne. Ce dernier n'aura augmenté que de 2,01% au 1^{er} août de manière « automatique ». De même, dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations de 10% au moins tout de suite pour préserver les conditions de vie de toutes et tous. Pour les retraité-es, les 4% de revalorisation des pensions ne correspondent pas à l'inflation, la situation des retraité-es continue donc de se dégrader. De même, le projet de réforme de l'assurance chômage, qui va à l'encontre du droit des travailleur-euses va impacter fortement leur pouvoir d'achat.

Pour une hausse des salaires, des minima sociaux, des pensions et des retraites tous-tes en grèves le 29 septembre. Construisons cette journée dès maintenant sur nos lieux de travail, nos administrations, nos universités, dans les Assemblées Générales et préparons déjà les suites.

Rendez-vous le Jeudi 29 septembre - place Denfert Rochereau 14h vers Bastille

Paris, le 19 septembre 2022